

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article III-124

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

---

1. La politique de l'Union dans le domaine de l'environnement contribue à la poursuite des objectifs suivants:

- a) ~~la préservation, la protection et l'amélioration de la qualité de l'environnement,~~ **patrimoine commun des européens**,
- b) la protection de la santé des personnes,
- c) l'utilisation prudente et ~~rationnelle~~ **responsable** des ressources naturelles,
- d) la promotion, sur le plan international, de mesures destinées à faire face aux problèmes régionaux ou planétaires de l'environnement.

2. La politique de l'Union dans le domaine de l'environnement vise un niveau élevé **de qualité**, en tenant compte de la diversité des situations dans les différentes régions de l'Union. Elle est fondée sur les principes de précaution et d'action préventive, sur le principe de la correction, par priorité à la source, des atteintes à l'environnement et sur le principe du pollueur-payeur.

Dans ce contexte, les mesures d'harmonisation répondant aux exigences en matière de protection de l'environnement comportent, dans les cas appropriés, une clause de sauvegarde autorisant les États membres à prendre, pour des motifs environnementaux non économiques, des dispositions provisoires soumises à une procédure de contrôle par l'Union.

3. Dans l'élaboration de sa politique dans le domaine de l'environnement, l'Union tient compte:

- a) des données scientifiques et techniques disponibles,
- b) des conditions de l'environnement dans les diverses régions de l'Union,
- c) des avantages et des charges qui peuvent résulter de l'action ou de l'absence d'action,
- d) du développement ~~économique et social~~ **durable** de l'Union dans son ensemble et du développement équilibré de ses régions.

4. Dans le cadre de leurs compétences respectives, l'Union et les États membres coopèrent avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes. Les modalités de la coopération de l'Union peuvent faire l'objet d'accords entre celle-ci et les tierces parties

concernées, qui sont négociés et conclus conformément à [l'article 300].

L'alinéa précédent ne préjuge pas la compétence des États membres pour négocier dans les instances internationales et conclure des accords internationaux.

---

**Explication éventuelle :**